



Les syndicats des finances publiques
d'Indre et Loire

Mme M le Maire

Mme M le Président d'EPCI

OBJET: restructurations, fusions et fermetures des postes et services des Finances publiques

Tours, le 18 mars 2019

Madame Monsieur,

Les syndicats CGT, Solidaires, FO et CFTD finances publiques d'Indre et Loire tiennent à vous informer des restructurations profondes de la DGFIP que le gouvernement va entreprendre.

En effet, dans le cadre du plan CAP 2022, le gouvernement entend réduire le champ d'action des services publics et singulièrement celui de la DGFIP.

Sera notamment lourdement impactée, la mission de tenue des comptes et d'exécution des opérations financières de vos collectivités territoriales.

Qu'est-il prévu exactement en Indre et Loire?

Le plan gouvernemental dit de « géographie revisitée » consiste à fermer les 13 trésoreries suivantes:

Neuillé Pont Pierre, Château Renault, Vouvray, Amboise, Loches, Ligueil, Sorigny, St Pierre des Corps, Tours Habitat, Joué les Tours, l'Ile Bouchard, Chinon et Langeais

Pour les transformer en 3 ou 4 gros services dit de "back office" fermés au public et à vos personnels administratifs qui traiteront de manière industrielle la tenue de la comptabilité du secteur public local et le traitement de vos titres et mandats.

Quant aux plus grosses collectivités (Ville de Tours, Tours Métropole, Conseil Général d'Indre et Loire, et CHU de Tours), il est prévu que les tâches de la DGFIP leur soient transférées sous forme d'agence comptable. Elles devront en outre assumer la prise en charge des personnels sans compensation financière de l'Etat.

Par ailleurs, le plan prévoit à terme, la fermeture des services des impôts des entreprises et des particuliers d'Amboise, Chinon et Loches pour relocalisation dans des pôles départementaux.

Quelle présence de la DGFIP dans les territoires?

La DGFIP prévoit de déployer des personnels dans les Maisons de Services Aux Publics (MSAP) dont vous devez assurer la construction et l'entretien. Combien d'agents par MSAP? Dans toutes les MSAP? Autant de questions auxquelles le gouvernement ne veut pas répondre.

Un abandon des collectivités territoriales qui ne dit pas son nom

Nous constatons que vous êtes de plus en plus délaissés. Soit il vous est demandé d'assumer une nouvelle compétence sans compensation financière, soit elle est confiée au secteur privé engendrant par là-même une augmentation sensible des coûts (cf. transfert de la comptabilité des OPH au secteur privé, paiement d'un expert comptable et d'un commissaire aux comptes).

Vous aviez déjà fait l'effort financier de construire un bâtiment et de le mettre à disposition parfois gratuitement, souvent à une valeur en deçà de celle du marché, pour la DGFIP (On pense notamment à Ligueil, à l'île Bouchard, à Sorigny). Quelques années plus tard, l'Etat quitte les lieux, sans autre forme de procès.

Pourtant la DGFIP, par le haut niveau de compétences de ses agents et grâce à la séparation de l'ordonnateur et du comptable, offrait les garanties d'une tenue de comptabilité sûre et fiable. L'unité de son réseau permettait de nombreux échanges entre agents afin d'assurer toujours et partout un travail de qualité reconnu par vous-même et par la Cour des Comptes.

Le personnel de la DGFIP lassé, usé, méprisé

Et nous dans tout ça? Depuis 2002, notre administration a vu ses effectifs diminuer de près de 40.000 fonctionnaires à un rythme moyen d'environ 2000 suppression d'emplois par an. Demain ce sera 4000 pour pouvoir atteindre l'objectif délirant du gouvernement. Objectif complètement décorrélé d'éventuels gains de productivité obtenus par l'informatisation des tâches puisque les budgets alloués à l'informatique ont également revus à la baisse. En Indre et Loire, on passe ainsi d'une diminution annuelle de 15 à 20 postes hier pour atteindre 35 à 40 suppressions demain!

Les personnels sont fatigués, usés et lassés. Lassés d'être baladés d'un poste à l'autre au gré des fermetures de trésorerie décidée unilatéralement par le ministre. Pour combien de temps? Impossible de se projeter dans un territoire dans un tel contexte! "Puis-je m'installer ici? Puis-je acheter un logement? Puis-je fonder une famille ici?" En permanence dans l'expectative, les fonctionnaires préfèrent quitter les territoires ruraux.

Une vision purement comptable au profit de qui?

Si tant est que le gouvernement parvienne à diminuer ses dépenses en sacrifiant la DGFIP, que vous propose-t-il à la place?

Plus de transports en commun? Non les petites lignes ferment les unes après les autres. Hier, le St Etienne Clermont Ferrand, aujourd'hui le Grenoble Gap et demain? Le Tours Loches ou le Tours Chinon ? La ligne Tours Loches ne doit son salut que par l'engagement financier de la Région Centre, sans que l'État ne prenne sa part.

Plus de service de santé? La maternité du Blanc ferme, les praticiens désertent la ruralité.

Plus d'éducation nationale? 1800 postes d'enseignants supprimés pour 2019.

Plus de moyens financiers aux collectivités territoriales et d'autonomie? L'État a réduit la dotation globale de fonctionnement (DGF) de 4 milliards d'euros ces quatre dernières années, et vous contraint toujours un peu plus à des fusions-absorptions non désirées (structures intercommunales énormes, nouvelles régions immenses sans cohérence territoriale ou identitaire).

Que voulons-nous?

Nous souhaitons tout d'abord vous informer dans la transparence des projets de l'État.

Nous nous opposons à l'action du gouvernement car nous la jugeons non seulement néfaste mais aussi rejetée par nos concitoyens et, par là-même illégitime.

Par conséquent, nous demandons un abandon du plan CAP 2022 pour entamer enfin de véritables réflexion, concertation et négociation avec les organisations syndicales et les collectivités territoriales pour réinventer le service public de demain.

Le service public constitue la seule richesse, le seul patrimoine de la plupart des Français. C'est notre patrimoine commun. Nous ne tolérons plus qu'il soit sacrifié pour augmenter le patrimoine privé de quelques uns.

Fort de ce constat, nous vous invitons à protester auprès des autorités publiques contre le sort qui nous est réservé, fonctionnaires et collectivités.

Nous vous prions d'agréer, Madame Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées

Pour CGT finances publiques

Michèle RENAUDIN

Pour FO finances publiques

Gilles LAVERGNE

Pour Solidaires finances publiques

Marie AUDEBERT & Géraldine CONEJERO

Pour CFDT finances publiques

Emmanuel BONIN

Pour nous joindre :

Michèle RENAUDIN (CGT) : cgt.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr

Marie AUDEBERT et Géraldine CONEJERO (Solidaires) :

solidairesfinancespubliques.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr

Gilles LAVERGNE (FO) : fo.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr

Emmanuel BONIN (CFDT) : cfdt.ddfip37@dgfip.finances.gouv.fr